

DIPLOMATIE

Emmanuel Macron au Rwanda : le pardon sans le demander

Jeune Afrique, 27 mai 2021
Par *Benjamin Roger* et *Mehdi Ba*



Emmanuel Macron au Memorial du génocide de Gisozi, à Kigali, le 27 mai 2021.
© Stephane Lemouton/Pool/ABACAPRESS.COM

S'il n'a pas présenté d'excuses, Emmanuel Macron a reconnu les responsabilités françaises dans le génocide, tout en scellant le rapprochement diplomatique entamé en 2017...

L'exercice était à haut risque, ce qu'Emmanuel Macron ne pouvait ignorer. Pour le président français, arrivé ce 27 mai à Kigali pour une courte visite officielle – la première, à ce niveau, depuis celle de Nicolas Sarkozy en février 2010 –, fouler le sol du « pays des mille collines », se rendre au Mémorial du génocide contre les Tutsi, à Gisozi – où il a prononcé un discours –, puis participer à une conférence de presse conjointe avec son homologue Paul Kagame avait tout de ce qu'on désigne en sciences humaines sous le terme de « double contrainte » (« *double bind* ») : le fait, pour une personne, d'être soumise à deux contraintes ou pressions contradictoires, voire incompatibles.

Emmanuel Macron pouvait-il satisfaire tout à la fois une population rwandaise sur ses gardes, depuis près de 30 ans, face au discours révisionniste de nombreux ténors politiques de l'Hexagone et sa propre opinion publique, très chatouilleuse face aux aveux de repentance coloniale ou post-coloniale ?

Exercice d'équilibriste

Autant l'admettre : sur un sol mouvant, voire piégeux, Emmanuel Macron s'est frayé plutôt habilement un chemin dans le champ de mines que constitue cette relation bilatérale à nulle autre pareille.

Dosant méticuleusement chaque terme de son *mea culpa* au nom de la France, espérant le pardon des rescapés rwandais sans pour autant le solliciter ouvertement, rendant hommage au passé tragique du Rwanda tout en appelant ses interlocuteurs à se projeter vers un avenir débarrassé des rancœurs du passé, Emmanuel Macron s'est livré à un exercice d'équilibriste audacieux : comment tourner la page d'une relation empoisonnée sans rien minimiser... mais sans non plus faire perdre la face au pays qu'il préside ?



Emmanuel Macron et Paul Kagame, le 27 mai 2021 à Kigali.
© Photo by Eliot Blondet/ABACAPRESS.COM

« EMMANUEL MACRON A TENTÉ DE TRACER UNE NOUVELLE LIGNE »

Comme il le fait depuis le début de son quinquennat sur ces sensibles questions mémorielles, au premier rang desquelles la guerre d'Algérie, l'hôte de l'Élysée a tenté de tracer une nouvelle ligne en reconnaissant des vérités historiques trop longtemps niées par Paris, tout en évitant soigneusement d'afficher une repentance ostentatoire.

De manière prévisible, il a écarté le mot tabou de « complicité » pour qualifier le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994. « Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n'avaient pas le visage de la France, a-t-il ainsi déclaré à Gisozi. Elle n'a pas été complice. Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes ni les mains de ses soldats, qui ont eux aussi vu de leurs yeux l'innommable, pansé des blessures, et étouffé leurs larmes. »

Pas d'excuses officielles non plus, comme beaucoup l'attendaient ou l'espéraient, là où les États-Unis, la Belgique et l'ONU en avaient exprimées depuis la fin des années 1990.

Un manière opportune, pour le président français, de ménager les vétérans français des opérations militaires Noroît, Amaryllis puis Turquoise, qui, pour beaucoup, ont du mal à accepter qu'au sommet de l'État français on puisse aujourd'hui pactiser avec Paul Kagame, qui incarnait à l'époque l'ennemi honni : la rébellion – qualifiée par certains à l'époque, à Paris, d'« ougandotutsi » – du Front patriotique rwandais (FPR).

« Pardon »

Emmanuel Macron a toutefois reconnu « l'ampleur de nos responsabilités » entre 1990 et 1994, appelant « ceux qui ont traversé la nuit [à] nous faire le don de nous pardonner », afin de « bâti[r] ensemble de nouveaux lendemains ».

« Pardon ». Pour Emmanuel Macron, l'emploi de ce terme était le principal écueil d'un discours très attendu, dont les mots furent sans doute mûrement soupesés. Comment suggérer aux Rwandais, rescapés ou non, de pardonner à la France les errements coupables de ses dirigeants de l'époque, qui ont soutenu aveuglément un régime raciste, qui deviendra génocidaire, sans avoir à les en implorer ?

Autre écueil prévisible, pour le président français, la dualité terminologique portant sur le rôle de la France aux côtés du régime Habyarimana puis du gouvernement intérimaire qui allait superviser le génocide perpétré contre les Tutsi : « complicité » ou « responsabilité » ?

Conforté par les conclusions du rapport Duclert, elles-mêmes assumées récemment par le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta, Emmanuel Macron a opté pour l'option charitable à l'égard de son pays, au risque d'irriter certains commentateurs rwandais ou français de cette histoire controversée.

« La France n'a pas compris que, en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire, a-t-il résumé. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un

engrenage qui a abouti au pire, alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter. »

« Auto-absolution » ?

Au sein de l'association Ibuka France, qui perpétue la mémoire des victimes du génocide, ou au sein du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), qui lutte pour faire comparaître en justice les présumés génocidaires résidant en France, l'équilibrisme choisi par Emmanuel Macron semble avoir peu convaincu. Tout comme dans le groupe de discussion Kigali Talks, qui rassemble sur Whatsapp de nombreuses personnalités rwandaises de la société civile ou de la diplomatie.

« Il aurait dû nous dispenser de trouver des motifs dédouanant la France de ses responsabilités. En de pareils moments, on reconnaît sa part de responsabilité et on condamne avec la plus grande fermeté, et basta ! », commente ainsi un rescapé, reflétant l'opinion majoritaire sur « KT », selon laquelle le pardon se demande clairement avant d'espérer être octroyé. « Auto-absolution de l'État [français] au cœur de ce discours ; la nausée », s'indigne une commentatrice.

Un universitaire rwandais de la diaspora relativise toutefois : « Le pardon, la réconciliation sont des concepts théologiques, religieux ! Mais il est des points positifs dans le discours de Macron : pas d'ambiguïté sur le génocide des Tutsi. Par exemple, il réfute la théorie du double génocide. C'est la première fois depuis Nicolas Sarkozy que la France officielle a un discours général non ambigu sur le génocide. »



Emmanuel Macron, au Mémorial Gisozi de Kigali, le 27 mai 2021.

© Photo by Eliot Blondet/ABACAPRESS.COM

Une nouvelle perspective

Lors de leur conférence de presse conjointe, peu après ce discours d'Emmanuel Macron à Gisozi, Paul Kagame rendra hommage à l'avancée représentée par les propos de son homologue, évoquant « un acte témoignant d'un immense courage ».

« Il y a des attitudes héritées du passé qui doivent changer, a-t-il poursuivi. Le président Macron est un homme qui se rend compte que les choses doivent changer et qui adopte des positions fortes en faveur de ce changement. »

Et de résumer ainsi la nouvelle perspective dans laquelle s'inscrit la relation bilatérale entre Kigali et Paris, entravée depuis 27 ans par les fantômes du génocide : « C'est une visite au sujet de l'avenir, et non du passé. » Tout en admettant que « la relation entre nos deux pays ne sera jamais totalement conventionnelle ; il s'agit d'une histoire complexe et terrible que nous partageons, pour le meilleur et pour le pire. »

Un jugement qui fait écho aux propos tenus un peu plus tôt par Emmanuel Macron : « La France a un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda. Et elle a un devoir : celui de regarder l'Histoire en face et de reconnaître la part de souffrances qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de vérité. »

Un ambassadeur de France à Kigali

Après avoir abordé le contentieux historique entre les deux États, le président français a détaillé les prochaines étapes du rapprochement avec le Rwanda entamé depuis son élection, en 2017. Évoquant un serpent de mer vieux de cinq ans, il a notamment confirmé « la nomination prochaine d'un ambassadeur de France auprès du Rwanda », laquelle devrait manifestement être avalisée par Kigali dans ce contexte de réchauffement diplomatique.

Depuis 2015, le poste était en effet demeuré vacant. « La nomination d'un ambassadeur fait partie de cette volonté commune de normalisation de nos relations », expliquait une source élyséenne à la veille de ce voyage officiel. Un nouveau Centre culturel français sera par ailleurs inauguré par Emmanuel Macron dans la capitale rwandaise avant son départ, vendredi 28 mai.

Le président français a par ailleurs évoqué la relance de la relation bilatérale, qui se traduit notamment par une aide au Rwanda de l'Agence française de développement (AFD) d'un montant 500 millions d'euros sur la période 2019-2023, et qui se poursuivra par des partenariats privés – une délégation de chefs d'entreprise accompagnait l'hôte de l'Élysée.

Parmi les domaines sur lesquels veulent désormais collaborer Paris et Kigali figurent notamment la technologie, la santé, l'égalité homme-femme ou encore la formation des jeunes. Symbole de ces nouveaux axes de coopération, Emmanuel Macron devait se rendre ce 27 mai à l'Institut polytechnique de Tumba, à une trentaine de kilomètres de la capitale rwandaise.

« Je veux croire aujourd'hui que ce rapprochement est irréversible », a conclu Emmanuel Macron. Même sans excuses ? « Ses mots avaient plus de valeur que des excuses », a estimé Paul Kagame.